



Agence fédérale de développement  
économique pour le Sud de l'Ontario

Federal Economic Development  
Agency for Southern Ontario

# **Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario**

État des résultats prospectif  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada

représenté par la ministre responsable de

l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, 2025

Numéro de catalogue lu93-11F-PDF

ISSN 2818-0585

**Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario  
État des résultats prospectif (non audité) pour l'exercice se terminant le  
31 mars 2025 (en milliers de dollars)**

	Résultats projetés 2023-2024	Résultats prévus 2024-2025
<b>Charges</b>		
Développement économique dans le Sud de l'Ontario	305 507	130 810
Services internes	22 848	20 564
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(19 414)	(11 168)
<b>Total des charges</b>	<b>308 941</b>	<b>140 205</b>
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement</b>	<b>308 941</b>	<b>140 205</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état des résultats prospectif.

## Notes afférentes à l'état des résultats prospectif (non audité)

### **Méthodologie et hypothèses importantes**

L'état des résultats prospectif a été préparé en fonction des priorités gouvernementales et des plans du ministère qui sont décrits dans le Plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés pour l'exercice 2023-2024 se fondent sur les résultats réels au 9 janvier 2024 et sur les prévisions pour le reste de l'exercice. Des prévisions ont été faites pour les résultats prévus pour l'exercice 2024-2025.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- Les activités du ministère demeureront essentiellement les mêmes que l'année précédente.
- Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont basés sur l'expérience acquise. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- La capacité de FedDev Ontario à dépenser pleinement ses autorisations cette année sera influencée par la capacité des bénéficiaires du Sud de l'Ontario à assurer l'exécution des projets et à faire des investissements, et par les incertitudes persistantes liées à la reprise après la pandémie.
- Les dépenses liées aux paiements de transfert sont fondées sur les tendances historiques en la matière et les besoins prévus des intervenants, ainsi que sur une évaluation des nouvelles initiatives de financement.
- Les provisions pour les créances irrécouvrables sont fondées sur l'expérience, mais dans le contexte actuel, les montants irrécouvrables peuvent en général augmenter.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 9 janvier 2024.

### **Variation et évolution des prévisions financières**

Bien que tous les efforts aient été déployés pour prévoir les résultats finaux pour le reste de 2023-2024 et pour 2024-2025, les résultats réels obtenus pour les deux exercices sont susceptibles de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, FedDev Ontario a fait des estimations et des hypothèses au regard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Les estimations et les hypothèses sont fondées sur l'expérience et d'autres facteurs, y compris les prévisions relatives aux événements futurs qui sont jugées raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient entraîner des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique incluent :

- la mise en œuvre de nouvelles conventions collectives;
- la conjoncture économique, qui peut avoir une incidence sur le recouvrement des créances de prêts;

- Les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement en raison de nouvelles initiatives ou d'ajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.
- Les priorités en matière d'investissement et le portefeuille réel des contributions remboursables et non remboursables.

Après le dépôt du Plan ministériel au Parlement, FedDev Ontario ne mettra pas à jour les prévisions quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans le Budget supplémentaire des dépenses subséquent. Les écarts seront expliqués dans le Rapport sur les résultats ministériels.

### **Sommaire des principales conventions comptables**

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2023-2024 et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées n'entraînent pas de différences importantes par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### **Charges**

Les paiements de transfert non remboursables sont comptabilisés comme une charge pour l'exercice où le transfert est autorisé et lorsque le bénéficiaire a satisfait à tous les critères d'admissibilité.

Les autres charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services rendus et comprennent les charges liées au personnel, aux services professionnels et spéciaux, à l'entretien et réparations, aux services publics, aux fournitures et approvisionnements, ainsi qu'à l'amortissement des immobilisations corporelles. Les provisions visant à tenir compte des variations de la valeur des actifs ou des passifs, comme les provisions pour créances irrécouvrables, les prêts, les placements et les avances et la désuétude de stocks, ainsi que l'utilisation des stocks et des charges payées d'avance, et autres, sont également incluses dans les autres charges.

#### **Autorisations parlementaires**

FedDev Ontario est financée par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. Les rapports financiers des autorisations accordées au ministère diffèrent des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus, car les autorisations sont fondées principalement sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen des autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net du ministère pour l'exercice est différent suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

**a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées (en milliers de dollars)**

	Résultats projetés 2023-2024	Résultats prévus 2024-2025
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement</b>	308 941	140 205
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(13)	(13)
Gain (perte) sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	0	0
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(4 834)	(4 433)
Augmentation des indemnités de vacances et de congés compensatoires	(212)	(191)
Augmentation des avantages sociaux futurs	(28)	(63)
Remboursement de charges des exercices antérieurs	(123)	(114)
Total des postes qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations	(4 964)	(4 586)
Rajustements pour les postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	0	0
Produit de l'aliénation d'immobilisations corporelles	0	0
Prêts émis pour le compte du gouvernement	161 782	93 063
Total des postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations	161 782	93 063
<b>Autorisations demandées prévues pour être utilisées</b>	<b>465 759</b>	<b>228 682</b>

**b) Autorisations accordées/demandées (en milliers de dollars)**

	Résultats projetés de 2023-2024	Résultats prévus de 2024-2025
<b>Autorisations accordées/demandées</b>		
Crédit 1 : Dépenses de fonctionnement	41 638	34 930
Crédit 5 : Subventions et contributions	419 225	190 020
Montants des postes législatifs	4 896	3 732
<b>Total des autorisations accordées/demandées</b>	<b>465 759</b>	<b>228 682</b>
Moins : Autorisations non utilisées estimées et autres ajustements	0	0
Autorisations demandées prévues pour être utilisées	<b>465 759</b>	<b>228 682</b>